



JEREMY O'FRIEL,
CFA, FOUNDER & MANAGING
DIRECTOR OF BELMONT
INVESTMENTS

“Interest rates rising further is a real concern”

BOND MARKET

“The illiquidity risk stems from too much local concentration”



RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET SEMESTRIELS

Ces secteurs qui souffrent

EN EXCLUSIVITÉ



中国影视
CHINESE PREMIUM

La célèbre chaîne
**Chinese
Premium**
sur my.t

**FREE
VIEWING**
jusqu'au 28 février



Offres soumises à conditions. Photos non-contractuelles.

my.t home

La famille my.t s'agrandit avec l'arrivée de Chinese Premium sur la chaîne 88.

- ▶ Découvrez les blockbusters les plus récents.
- ▶ Des séries comme 'Legend of the Condor Heroes'.
- ▶ Des dessins animés tels que 'Autumn Bear Round'.
- ▶ Des matchs de foot de la 'Chinese Super League' et plein d'autres programmes.

CGTN
DOCUMENTARY

Pour les passionnés de géographie, d'histoire, d'art et de culture, découvrez la chaîne CGTN Documentary axée sur les documentaires.

CCTV 4
中文国际

CGTN
FRANÇAIS

NHK WORLD

Également disponible dans le Chinese Pack, les chaînes :
CCTV 4, CGTN français et NHK WORLD.

Comment y accéder gratuitement? Éteignez et rallumez votre décodeur tout simplement.

telecom mauritius

live the wow



ANALYSE BOURSIÈRE



J'AI ENTENDU...



HERRSHA L-BOODHUN

ENL et SUN sur la bonne voie

SUN réalise un excellent trimestre sur les plans opérationnel et financier, avec une forte progression de ses profits nets à Rs 398 millions pour le deuxième quart de l'année financière 2017-2018. Le taux d'occupation de ses hôtels reste élevé atteignant les 84,9% avec une hausse de 20% sur Revenus par Chambre Disponible (RevPAR).

Kanuhura Maldives reste toujours un challenge, car évoluant dans un environnement compétitif aux Maldives. L'hôtel se positionne parmi les hôtels 5* luxe de Maldives avec un ADR encourageant, mais un effort particulier est nécessaire pour atteindre le taux d'occupation ciblé.

Selon le CEO de Sun Limited, David Anderson, «*Nous sommes très satisfaits de ce trimestre qui démontre la bonne performance de nos hôtels à Maurice. Même si nous avons augmenté notre ADR de 21%, nous sommes parvenus néanmoins à stabiliser notre taux d'occupation à 87,3%.*»

De son côté, le chiffre d'affaires du groupe ENL

pour les six premiers mois de l'exercice financier en cours a augmenté de 11% pour se situer à Rs 7,6 milliards. Cette hausse est principalement liée à la bonne performance des segments commerce & industrie, hôtelier et immobilier du groupe.

Cependant, l'impact combiné d'une réduction du prix du sucre, d'une mauvaise récolte cannière et de la fermeture de trois hôtels pour rénovation au cours du premier trimestre, a poussé les profits opérationnels vers la baisse. À Rs 548 millions, ceux-ci représentent un recul de 27%.

Néanmoins, les bénéfices nets du groupe après impôts ont augmenté de 23% par rapport à la période comparative l'année dernière pour s'élever à Rs 193 millions. Cela vient principalement d'une contribution accrue par les entreprises associées du groupe: Eclasia a connu une meilleure performance et les résultats de New Mauritius Hotels se sont nettement améliorés.

LUNDI

BlueLife délaïsse 6,3%

La séance de lundi a été marquée par l'introduction en Bourse de Kolos Cement Ltd, filiale de Gamma à Rs 80. À l'ouverture du marché, l'action de Kolos s'échangeait à Rs 85, ce qui représente un premium de 6,3%, et le prix devait grimper jusqu'à Rs 95 pendant cette séance. Autrement, l'indice SEMDEX a terminé légèrement dans le rouge à 2 286 points. La valeur totale échangée s'élevait à Rs 83 millions. Le groupe MCB a clôturé la séance en hausse à Rs 271.25 (+0,3%). Environ 81 000 actions de la Mauritius Union Assurance ont été échangées à Rs 58.50. Sur le plan immobilier, EUDCOS chute de 8,6% à Rs 20.10 sur un échange de 2 000 actions, et BlueLife délaïsse 6,3% à Rs 2.25 sur un volume de 11 000 actions.

MARDI

Rebond de Medical & Surgical Centre

La valeur totale échangée était de Rs 53 millions, mardi, et l'indice SEMDEX sacrifie encore quelques points pour finir à 2 281 points. Les valeurs bancaires ont mobilisé près de 29% de la valeur totale échangée. Il n'empêche que le groupe MCB a sacrifié 0,3% à Rs 270.50, tandis que 1,1 million d'actions de SBM ont été échangées à Rs 7.74. ABC Banking Corporation a, pour sa part, grimpé de 1,5% à Rs 26.40. Mauritius Union Assurance perd 0,9% à Rs 58. Sur le plan sucrier, Alteo délaïsse 0,7% à Rs 29.60. United Basalt Products poursuit sur sa lancée et termine en hausse à Rs 132 (+0,8%) et Medical & Surgical Centre (Fortis Darne et Wellkin Hospital) fait un bond de 9,6% à Rs 2.98 sur un volume de 500 actions seulement.

MERCREDI

Nouveau record pour le SEMDEX

Après deux séances en baisse, l'indice SEMDEX renoue avec le positif. Il grimpe à 2 291 points (+0,4%), ce qui établit un nouveau record pour l'indice. Environ 3 000 actions d'Afeximbank ont changé de mains à USD 4.10 (-4,7%). Fincorp poursuit sa course vers le haut pour la deuxième séance consécutive, et atteint Rs 28.50 (+5,6%). EUDCOS a atteint son plus haut niveau à Rs 23 (+14%) sur un échange de 57 000 actions. Idem pour UBP qui atteint son plus haut niveau depuis mai 2011 à Rs 135 (+2,3%). Le groupe MCB, qui a chuté lors des deux séances précédentes, a été sollicité par des investisseurs étrangers à hauteur de Rs 5 millions, et grimpe de 1,3% à Rs 274. ABC Banking Corporation délaïsse 2,7% à Rs 25.70. Kolos grimpe de 0,8% à Rs 95.75.

JEUDI

Désinvestissements étrangers sur la SBM

Peu d'actions du groupe MCB ont été échangées, hier. De ce fait, la valeur totale échangée n'a atteint que Rs 30 millions. Quant au groupe SBM, il a enregistré des désinvestissements étrangers à hauteur de Rs 16 millions, ce qui a poussé le prix d'action vers le bas à Rs 7.72 (-0,5%). Sur le plan financier, Cim Financial Services grimpe de 2% à Rs 10.30, et Fincorp sacrifie 5,3% à Rs 27. Rogers devait se hisser de 0,7% à Rs 34.20 sur un échange de 300 actions. Plusieurs titres ont clôturé la séance en hausse : Livestock Feed Limited à Rs 46 (+2,2%), ENL Commercial à Rs 14.50 (+4,3%), UBP à Rs 136.35 (+0,9%), et Bychemex à Rs 4.50 (+6,1%).

COMMODITY AND CURRENCY NEWS

- Les prix du pétrole reculaient en cours d'échanges européens, plombés par la hausse du dollar et malgré des commentaires encourageants de l'Opep sur la réduction de la production. A la mi-journée de mercredi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 64,91 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 34 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour le contrat d'avril, dont c'est le premier jour d'utilisation, lâchait 53 cents, à 61,26 dollars.
- L'euro a poursuivi son repli, mercredi, face au dollar, une baisse qui s'est légèrement amplifiée après la publication des "Minutes" de la Fed. Le compte-rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale a en effet conforté les anticipations de plusieurs hausses de taux cette année aux États-Unis. Hier, l'euro était en hausse face au dollar qui avait gagné du terrain la veille après que la Réserve fédérale américaine (Fed) s'est montrée optimiste sur l'économie des États-Unis mercredi.

CLAUDE DE NON-RESPONSABILITÉ

Les différentes informations contenues dans cette page ont une valeur purement informative. BIZweek ne donne toutefois aucune garantie quant à la précision, l'exactitude, ou l'opportunité des informations ou des données. BIZweek ne s'engage nullement à prodiguer des conseils aux investisseurs et ne vise pas à influencer le marché. Ces textes ont pour objectif principal d'informer et ne constituent en aucun cas un avis ou une invitation à réaliser un investissement. Pour des informations précises, un conseil professionnel avec un expert en la matière est préconisé.



BIZ ALERT

BANQUE DES MASCAREIGNES

Accord de cession de 100% du capital aux groupes BCP et Sipromad

Le Groupe BPCE a annoncé, mardi, la signature d'un accord portant sur la cession de 100% du capital de Banque des Mascareignes au Groupe Banque Centrale Populaire et au Groupe Sipromad. La direction de la banque, présente à Maurice depuis plus d'une dizaine d'années, tient à rassurer sa clientèle

Mardi, le groupe BPCE (Banque Populaire – Caisse d'Épargne) a fait part de la signature d'un accord de cession de 100% du capital de la Banque des Mascareignes, établissement basé à Maurice et sis à Ébène, au groupe marocain Banque Centrale Populaire, et au groupe Sipromad. L'accord porte plus précisément sur la cession par BPCE International de la Banque des Mascareignes, et sa filiale à Madagascar (Banque des Mascareignes Madagascar), au groupe coopératif marocain Banque Centrale Populaire (BCP) et à son partenaire stratégique dans la zone, le groupe malgache diversifié Sipromad, actionnaire historique de la filiale malgache. Avec cette prise de contrôle, la Banque Centrale Populaire, qui va assurer la gestion opérationnelle et financière des deux banques, devient ainsi

le premier groupe bancaire de l'Afrique du Nord et de l'Ouest à s'implanter à l'île Maurice.

Ainsi, la BCP étend son empreinte dans la région stratégique de l'océan indien. Cette « implantation à l'île Maurice permettra en particulier au groupe marocain de se positionner fortement sur les flux d'investissements en provenance d'Asie (Chine et Inde notamment) vers l'Afrique, et d'accompagner la dynamique croissante des investissements entre l'Afrique anglophone et l'Afrique francophone », explique le groupe dans un communiqué le mardi 20 février.

La réalisation de cette cession reste soumise aux conditions suspensives usuelles pour ce type d'opération, et notamment à l'accord des autorités réglementaires à l'île Maurice, à Madagascar et au Maroc, et devrait intervenir d'ici la fin du premier semestre 2018. Cette

opération s'inscrit dans la stratégie du Groupe BPCE de recentrage dans les secteurs et zones prioritaires de développement.

La Direction de la Banque des Mascareignes souhaite rassurer sa clientèle. « Pour l'instant il n'y a aucun changement ; cette cession, si elle est validée, devrait intervenir vers la fin du premier semestre de cette année ; la BCP est un groupe renommé et son éventuelle implantation à Maurice s'inscrit dans une volonté de croissance et de développement pour un positionnement renforcé de la banque », explique Philippe Wattecamp, Chief Executive Officer de la Banque des Mascareignes.

Il est à noter que le groupe français BPCE avait pris le parti de mettre en vente ses actifs africains répartis entre la Tunisie, le Cameroun, le Congo, Madagascar et Maurice.

Transparency International : Maurice chute de 4 places

Avec un score de 50 sur l'indice de perception de la corruption, Maurice arrive désormais au 54e rang mondial sur un total de 180 pays. Elle se retrouve en sixième position en Afrique derrière le Botswana, les Seychelles, le Cap Verde, le Rwanda et la Namibie. En 2016, Maurice pointait, avec un score de 54, en 50e position. Il faut savoir que depuis 2012, Maurice a vu son score chuter de 7 points, passant de 57 à 50 et du 43ème rang mondial au présent rang de 54e.

Transparency International s'est basée sur les données de cinq sources internationales pour justifier le score de Maurice. Ces sources sont Bertelsmann Foundation Transformation Index, Global Insight Country Risk Ratings, le Varieties of Democracy Project, Economist Intelligence Unit Country Ratings et le World Economic Forum Executive Opinion Survey (EOS). C'est le Varieties of Democracy Project (VDP) qui a octroyé la plus mauvaise note à Maurice.

BIZweek
Economie | Business | Finance

DIRECTRICE ET RÉDACTRICE EN CHEF
Herrsha Lutchman-Boodhun

ADMINISTRATION
Jessie Bappaya

MARKETING ET PUBLICITÉ
Email : bizweek.marketing@gmail.com

5, Antonio Street, Port Louis
Tél : (+230) 2111744, 2111743 | Fax : (+230) 2137114
Email : bizweek.redaction@gmail.com

RESERVE

YOUR SPACE

Advertise

in the most comprehensive resource guide of health services, physicians, doctors, dentists, paramedics & healthcare facilities in Mauritius

L'Annuaire de Santé

A good healthy fit for your business

Call 211 1288

Email: contact@teleservices.mu

Locate Hospitals & Clinics

Find Doctors & Dentists

Search for Pharmacies & Ayurvedic Medicine

TELEFORCE
powered by Mauritius Telecom

A PUBLICATION OF TELEFORCE

ACTA PUBLICA

RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET SEMESTRIELS

CES SECTEURS QUI SOUFFRENT

Les chiffres d'affaires de plusieurs compagnies et groupes sont en hausse, mais pas nécessairement les bénéfices d'exploitation qui semblent avoir fait les frais de facteurs qui ont impacté sur quelques segments. Ce qui donne une idée des secteurs qui vont mal pour l'instant et les raisons sous-jacentes



H.L.-B

Chiffre d'affaires en hausse, mais profits en baisse. Pertes pour certains et la part des associés en baisse...

Publiés depuis le début de ce mois, les résultats trimestriels et semestriels des compagnies et groupes donnent une idée des segments et secteurs qui peinent pour diverses raisons.

La semaine dernière, le groupe IBL Ltd a publié ses résultats pour

le semestre clos le 31 décembre 2017. Si le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 13% pour passer à Rs 19,5 milliards, en revanche les bénéfices d'exploitation ont enregistré une baisse de 4%, soit Rs 1,419 milliard.

Le Seafood et le Global Business

Selon la direction du groupe, cette baisse est due à des facteurs exogènes affectant trois secteurs, notamment le Seafood, le Global Business et le cluster Agro. Quels

sont ces facteurs ? Il s'agit d'une baisse du prix du « fish meal » et l'imposition de quotas de pêche affectant le secteur Seafood. Quant au Global Business, la dépréciation du dollar américain a eu une incidence directe sur les résultats du secteur.

L'Agro et le prix du sucre

Au niveau de l'Agro, la baisse du prix du sucre à Maurice, ainsi qu'une diminution du tonnage de cannes disponible au Kenya, ont affecté les résultats du Groupe Alteo.

Dans ce secteur, le groupe IBL n'est pas le seul à se plaindre de la baisse du prix du sucre et du tonnage.

Du côté des autres groupes, ENL Land Ltd fait ressortir que la baisse de 32% de ses profits est due à la fermeture de deux établissements hôteliers, mais aussi en raison de « the low sugar price and poor crop ». La société se montre pessimiste quant à ce cluster indiquant que les segments dans lesquels elle évolue continueront à être performants, « à l'exception de l'agro-industrie qui devrait rester en difficulté en raison des baisses continues dans le prix du sucre à l'exportation ».

Les profits après impôt du groupe CIEL Limited, pour les six mois prenant fin le 31 décembre 2017, ont connu une baisse, passant de Rs 671 millions à Rs 605 millions en raison de la performance au niveau des différents clusters, dont l'Agro et l'immobilier. « [...] results have been negatively affected by the

Alteo Limited's operations due to poor sugarcane availability in Kenya and a lower price of sugar in Mauritius. [...] The results for the sugar cluster in Mauritius were adversely affected by falling sugar cane price levels which have reduced revenues and the valuation of the biological assets », souligne le Conseil d'administration.

Pendant la même période, le prix d'action d'Alteo Limited a chuté de 13%, passant de Rs 33.80 (au 30 juin 2017) à Rs 29.50 (au 31 décembre 2017).

Pour sa part, le groupe Medine Limited enregistre des pertes de Rs 137 millions (contre des profits de Rs 123 millions en 2016) pour les six mois prenant fin le 31 décembre 2017. Ainsi, avance la direction, les activités liées à l'agriculture ont connu une perte de Rs 30 millions et cela est attribué principalement à « lower sugar prices and lower tonnage that impacted on sugar proceeds, refining premium and sale of electricity ».

Le segment 'Woven'

Le chiffre d'affaires de CIEL Textile Ltd pour le semestre clos au 31 décembre 2017 a connu une hausse de 5,8% pour atteindre Rs 5,8 milliards. Toutefois, les profits après impôt ont chuté, passant de Rs 308,3 millions à Rs 215,1 millions.

C'est principalement le cluster 'Woven' qui a affecté la profitabilité du groupe. Les résultats ont été inférieurs dans ce segment, car il a dû faire face à une « increased pressure on

margins due to adverse exchange rate fluctuations, a reduction in export subsidies from its operations in India and strong competition in the market ».

De ce fait, le groupe mise sur les opérations de Tropic Knits à Maurice et à Madagascar, deux usines dont la performance reste positive. Mais CIEL Textile Ltd doit encore pouvoir compter sur l'apport de la nouvelle usine à Coimbatore, en Inde, qui doit encore trouver sa vitesse de croisière, ainsi que celle à Madagascar.

La construction et le mauvais temps

Le secteur de la construction est sur la bonne voie. Pour preuve, les profits d'United Basalt Products Limited ont augmenté de 10,5%, passant de Rs 163,7 millions à Rs 181 millions, cela grâce à la performance de ses différents segments. Il n'empêche que la direction se montre prudente, voire un degré pessimiste, quant aux résultats pour le prochain trimestre.

Les raisons avancées : « Our performance for the next quarter will be significantly impacted by a drop in our local core business revenue attributable to the bad weather prevailing since the beginning of the year. However, the construction industry is expected to prosper during 2018 and beyond with several announced major infrastructure and property development projects. This is very promising for our future performance although there is still some uncertainty about the realisation timing of such projects ».

Immobilier : Des délais qui ont influé sur les résultats

Le segment immobilier a été en-deçà des espérances pour plusieurs groupes. Dans la plupart des cas, il s'agit de « délai » qui a pénalisé la performance. Par exemple, Medine Limited affiche des pertes de Rs 34 millions (contre des profits de Rs 180 millions en 2016) pour le cluster 'Property', car la vente d'un terrain a rapporté moins de profits, mais aussi « further to the delay in the realisation of a land parcelling project and expected to be realised in the forthcoming semester ».

Pour Alteo Limited, les pertes s'élèvent à Rs 95 millions dans ce même segment en raison de retard dans la construction de villas et des travaux d'infrastructures qui sont toujours en cours pour la partie nord du projet Anahita. De ce fait, avance la direction, « no sales could be recognized during the first semester while fixed costs are still being incurred ».

Dans le cas d'Evaco Ltd, les pertes s'élèvent à Rs 29,9 millions, et sont principalement dues à « unexpected delays experienced in the progress of construction and infrastructure works of the project Clos du Littoral II (Phase A). This delay was mainly caused by resource planning and meteorological disruptions ».

LA TOUR

JEREMY O'FRIEL, CFA, FOUNDER & MANAGING DIRECTOR OF BELMONT INVESTMENTS

“Interest rates rising further is a real concern”

After a presentation, in 2016, on *'The Use of Futures Markets to Reduce Portfolio Volatility'*, Jeremy O'Friel was back to talk about *'Investment Implications of Rising Global Interest Rates'*, at the invitation of the CFA Society of Mauritius, on Monday at Voilà Bagatelle. The founder and Managing Director of Belmont Investments shared his concerns about the interest rates going up after a long period at zero. He also talks about the interventions of policymakers in terms of monetary policies which have been beneficial so far, but whose consequences are still unknown

H.L.-B

>> You started your presentation by saying that there might be challenges in the next few years. What are these potential challenges?

The single biggest challenge I see is the price of money, and the impact that rising price of money has across the investment spectrum. So, it is difficult to find an asset that is not answerable in some way to the cost of capital, whether it is equity, fixed income, property... Looking at the past 50 years of economic history, it's difficult to see how interest rate is going to stay incredibly low for much longer, and that poses a threat to valuation of money as a result.

>> You said the rise of interest rate is one of your biggest concern. Is it because it has been sudden?

Not that it's been sudden. But it has been so low for so long. If you look at the interest rates over the last 20 or 30 years, we have seen interest rates being at a long-term average of 6 or 7% in dollar terms, compared to zero as a result of the financial crisis, and the responses of Central Banks around the world to the financial crisis. What we have never seen is interest rates going from zero back up to 3%. The question becomes: how much of the gains in equity markets, or another asset market, over the last seven or eight years were directly derived from the fact that interest rates were so low? Obviously, when interest rate is zero, you can borrow money for free. You can buy an asset. And that purchasing ability or purchasing power looks artificial. What is very real is the fact that it drives prices higher. Once you cut off that free money, there isn't the same natural support for so many of these assets. As a result, the pricing that was achieved through very cheap leverage comes under threat.

>> Should we expect, in the years to come, another financial crisis or bubble, as a result of this rising interest rate?

Certainly, I would not be thinking this is going to happen. I think that the global financial system is in a much better position than it was in 2007. So, I am not particularly worried about that. But, I am worried about the fact that we know how much of the last seven or eight years of growth was derived from low interest rates to zero interest rates. We also know with a certain degree of certainty that interest rates are going to rise further. They are already rising, and will go further. And that's a real concern.

A lot of what happened in 2008 was a liquidity issue. I do not see that happening again. This is more a question of first put a number, maybe 25 or 30% drive in asset valuations, equity and property valuations. But that 25 or 30% growth has a very real impact on people's wealth.

>> You said that the last few years have seen much intervention from policymakers on monetary policy issues. Has it been really beneficial or are we



LA TOUR



I am aware that there are major concerns of the Central Bank here as regards the rate of the rupee against the dollar. The latter has weakened against the rupee by 6 or 7% in late. It seems to me though that the long-term exchange rate between the dollar and the rupee has been pretty stable. I have been coming here for 14-15 years, and it has not changed dramatically over that period. There has been some intervention on the part of the Bank of Mauritius, and that's been pretty effective

now going to witness the consequences of these interventions?

Yes, there has been huge intervention. But no doubt, it has been beneficial to equity markets. They did it because they wanted to stabilize the global economy. One of the unintended consequences was that equities rose tremendously. So, this has been the most interventionist period in the history of monetary policy. What are the consequences of that? We do not know... Don't forget that as well as interest rates rising, we have also got the Federal Reserve unloading dollars. The Federal Reserve is an interesting creature in that since 2008 to 2016, they've put four trillion dollars' worth into the market. In exchange, they bought mortgage bonds, fixed income securities from banks and other institutions. They know they cannot hold on to that fortune forever, so they have started unloading

it. That puts another pressure on the price of money, and it's a secondary awkward pressure on it.

>> Is the rising interest rates and intervention a global issue?

Yes, it is. Obviously, it is more pronounced in America because it is the biggest economy in the world. But it happened also in Britain, in Europe and in Japan. Right now, America is about 25% of the global Gross Domestic Product (GDP). Europe also makes up about 25%. That's 50% of the global economy. Japan is about 8% of the global economy, and the United Kingdom is about 3%. So, all those four Central Banks make up 63% of the global economy, and that's a lot. It's not insignificant. Those are four very powerful entities in terms of what they do to the global supply of money. Certainly, most of my conversation focus on the US dollar, but what happens to it is likely to be mirrored in other parts of the world.

>> Have you been able to follow the trends in Mauritius, in terms of interest rates, intervention and monetary policies?

I am aware that there are major concerns of the Central Bank here as regards the rate of the rupee against the dollar. The latter has weakened against the rupee by 6 or 7% in late. It seems to me though that the long-term exchange rate between the dollar and the rupee has been pretty stable. I have been coming here for 14-15 years, and it has not changed dramatically over that period. There has been some intervention on the part of the Bank of Mauritius, and that's been pretty effective. Certainly they are taking the right view in that, I also come from a small country and small countries need to be realistic about their ability to affect international economics. As a result, they need to be price-takers rather than price-makers.

I know you have had political issues over the last two years, like many countries. But certainly, I think the economy has been reasonably well managed here. I haven't seen any extremes in terms of interest rates or exchange rates. Mauritius is a country of 1.3 million people, and the stability that has been created is a pretty good achievement. If you look at other countries of similar size, like Iceland for example, it has had intense times over the last eight or ten years, and thankfully they've come through it. But there is a real volatility in their currency and interest rate market.

The Mauritian policymakers, both fiscal and monetary, have done a pretty decent job.

What's happening with interest rates?

Throughout the last nine years – considered as the bull market run – the Federal Reserve (in America) held interest rates near zero. However, recent signs of rising inflation could push the Central Bank into hiking rates more aggressively, which can have far-reaching consequences. For consumers, for instance, rising interest rates has no impact on the ability to borrow, but only the rate they pay to borrow. Higher interest rates compete with stocks as investments and make the cost of borrowing higher for investors and business.

"Not only have we been at zero over the last eight or nine years, but in my lifetime interest rates have been up to 20-21%. I came into the market in 1996. The interest rate in the US at that time was 6%. To me, that is normal interest rate. Over the last 12-18 months or so, interest rates have started going up. It's about 3-5% in the US, with prospect for other hikes over the next 18-24 months", explained Jeremy O'Friel, Founder and Managing Director of Belmont Investments during his presentation on 'Investment Implications of Rising Global Interest Rates' at Voilà Bagatelle, on Monday.

According to him, equities are interest rate sensitive, but fixed income is most sensitive. Whereas property prices and the behavior of property is not far away from that of fixed income in terms of sensitivity. And the most important factor that determines the price of a currency pair (for example, the US dollar and the Euro) is the interest rate differential.

Monetary policy being the stepping stone that determines interest rates, Jeremy O'Friel is of view that monetary policy has never been so interventionist as it has been over the last 7-9 years. That is, when the global financial crisis happened in 2008, policymakers stepped up to lead the way. They had the choice between either a fiscal point of view (more taxation) or a monetary point of view. The second option was chosen.

"Monetary policy and monetary policymakers have never been more powerful than they were over the last 7-9 years. I don't think it's a mandate they asked for. My big worry for the United States at the moment – and last year's election was proof of that – is that the monetary policy that we are talking about created an excess in asset valuation that benefitted only 10-15% of the population. So inequality has become a terrible problem. Economic growth happens when the middle-class does well. The American middle-class is not doing well," he affirmed to the audience.

He also worries about the artificiality of the monetary policy over the last years; such that over the next two or three years, *"policymakers will have to concern themselves to addressing the excess that came from that artificiality, maybe asset bubbles..."*

BIZ DOSSIER

BOND MARKET

“THE ILLIQUIDITY RISK STEMS FROM TOO MUCH LOCAL CONCENTRATION”



Times look good for the bond market in America. Bonds are entering a rising rates cycle for the first time since the 1940s. And when bond yield rises, the opportunity cost of investing in other assets, including equities, equally goes up. This makes stock investments less attractive. What is the current situation in Mauritius? Jeremy O’Friel, founder and Managing Director of Belmont Investments, is of opinion that the market is illiquid because there is too much local concentration. That is too much capital is allocated to few corporates/investors. For Saurav Chatterjee, Chief Executive Officer of CARE Ratings (Africa) Private Ltd, the market is not vibrant yet and there is more than ever a growing need to attract more investors

Highly Rated!

MCB Capital Markets acted as sole Advisor and Arranger to ENL Commercial for the establishment of Commercial Investment Property Fund Limited (CIPF) and on CIPF’s MUR 560 million structured bond issue.

More Information ►



BIZ DOSSIER



Jeremy O'Friel, founder and Managing Director of Belmont Investments



Saurav Chatterjee, Chief Executive Officer of CARE Ratings (Africa) Private Ltd

H.L.-B

“**C**reating liquidity in the bond market will take time”, said Parikshat Tulsidas, Senior Executive of the Treasury & Markets at AfrAsia Bank, to **BIZweek**, last year. Still at a nascent stage, things have not evolved much, except for a growing number of corporates turning more and more to bond issues to raise money.

“I landed in Mauritius in March 2016. At that time there was hardly any activity in the bond market. I was very surprised that very few corporates had raised money through bonds. In the last one and a half year, we have seen corporates raising money, and some issued bonds,” says Saurav Chatterjee, Chief Executive Officer of CARE Ratings (Africa) Private Ltd. You name it: ENL Commercial, Sun Limited, SBM Group, IBL Limited, New Mauritius Hotels and Commercial Investment Property Fund (CIPF) among others were the first structured bond in Mauritius.

Recently, the MCB has raised bonds at a rate of 3.5%. “It was a bit surprising that they were able to raise money lower than the G-Sec rate which was around 4.07% in December for 5-year bond. When they raise money below the government rate, we do not know how the market takes it, but it does not happen

in a mature market. The government is the benchmark. Raising money at a rate below the government rate is something I have not seen in countries like India, Europe or USA. But the credit goes to the MCB that they have been able to do so,” adds Saurav Chatterjee.

Same problem as in Central America

According to him, this situation however suggests that there are still some irregularities in the bond market in Mauritius. Probably because it is at a “very nascent stage” and that it is “just beginning to pick up.”

Nevertheless, he finds it surprising that despite Mauritius is projecting itself as an international financial centre, he does not see lots of foreign money coming in. In other words, there is practically no investor to invest in this market. “Probably there is a requirement that government needs to attract more foreign investors to come and invest. Right now, it is only the local money which is changing hands, between banks to the capital market, and vice-versa,” he affirms.

The founder and Managing Director of Belmont Investments shares the same point of view. “Illiquidity is an issue, and that is one thing I do worry about for a country like Mauritius.” For him, a very high percentage of the Mauritian debt is owned by local Mauritian individuals

and companies.

He had witnessed the same problematic in Central America where countries like Costa Rica and Columbia have made a concerted effort over the last five years to diversify the holders of government debt. In Costa Rica, he explains, they came to the conclusion that too much of the local government debt was held by Costa Ricans and that this could imply any form of Ponzi Scheme. Therefore, they have really gone out of their way to make it easier for Costa Ricans to invest money overseas and indirectly to reduce their exposure to the government debt. Columbia has done something similar.

Stock Exchange heavily dependent

“Certainly countries like Costa Rica and Columbia felt that they had too much local concentration. And I think Mauritius may have the same problem. I’ll be interested to know what the Finance Minister will say to that for example. What are their thoughts on the fact that it seems to be a very close loop? There is also the capital market concentration. The Mauritian Stock Exchange is so heavily dependent on two or three stocks. The MCB, IBL Ltd and SBM for example”, points out Jeremy O’Friel.

Hence, as a capital market, the illiquidity

stems from the fact that too much capital is allocated to so few. “The illiquidity risk stems from the fact that the concentration of the holding is quite high.”

And he would like to see a certain diversification of this concentration.

“You can make the bond market go from illiquid to liquid by attracting more participants. That’s the solution. But how do you get there? You need to attract more participants, probably from overseas, and that’s difficult. You have got to make a case why your bonds are better than those of similar countries,” he pursues.

For Saurav Chatterjee, all the prospects are there to attract investors. The Bank of Mauritius is considered to be one of the best in Africa. The Stock Exchange of Mauritius provides dual listing and that of bonds. Africa is a growing market and because it is emerging, the growth prospect is much more. “All factors are here to attract investors to raise money on your platform. African corporates who turn to their banks for money can actually come to this market to raise their money. Proper due diligence has to be done for which our rating agency is here.”

Trading doesn’t attract investors

According to a local financial analyst, the bond market is not dynamic yet. Same applies, for him, to the SEM bond market. “Not many bonds are listed. I have personally tried to buy some bonds for a client, but the stockbroker said it was not available.” He finds that investors prefer to ‘buy and hold’ rather than indulge in trading. The reasons behind this attitude? A lack of motivation, and the fact that the primary dealers charge a fee on each trade. At the end of the day, investors do not find the return as interesting. “Here, people wait for the price to go up to sell and get a good return. Globally, the market is more efficient. It is easier to trade bonds.”

Nevertheless, the bond market represents an important one. Pension funds and insurance companies invest in bonds, be it government papers or corporate bonds.

Can things change for the better? “Yes. Maybe the primary dealers should reduce their fees. Companies should be encouraged to issue bonds. As regards government papers, they should be listed on the Stock Exchange to gain more visibility”, suggests our financial analyst.

How important is a bond market to the economy?

Right now, investors – especially in the United States of America – fear that the stock market will become less attractive. Bonds and their yields seem to spell more positive vibes because of the rising interest rates cycle.

How important is a bond market to the economy?

“A bond market is very important to an economy. It’s a fantastic source of capital for corporates, for governments. I don’t think the financial market can function

without it”, says Jeremy O’Friel of Belmont Investments.

For an economy to thrive, suggests Saurav Chatterjee of CARE Ratings (Africa) Private Ltd, it cannot only depend on the banking system. “What is the return you get when putting your money in banks? 1.8%? If someone issues a 1-year or 4-year bond, you get 2.5-3%. Obviously, if the bond market develops, retailers like the SMEs can also benefit from it. Maybe they are not aware of this opportunity”, he explains.

The latter further adds that the bond market also helps to mobilize funds for various types of projects. Once you have a vibrant bond market, you can reduce the cost of borrowing and this increases your profitability. The bond market is very critical, he pursues, because the money

which is lying in the banking system – if it gets channelized into proper corporates for their future projects – it will help in the growth of the economy. Recently, the Bank of Mauritius came up with a concept on ‘Commercial Paper’, the latter being a very popular tool used by corporates across the world to fund their working capital at a cheaper rate, and the risk is reduced to a certain extent.

“The National Pension Fund (NPF) is there, as well as insurance companies. Once they start participating in the market, the rates will depend on the demand and supply factor. It will, to a certain extent, break the monopoly of the banks in funding the corporates. What I find over here is more of name lending rather than cash-flow based lending”, he concludes.

POST SCRIPTUM

ANALYSIS

RECs Experience Provides Vital Lessons for Faster Implementation of the Continental FTA



Francis Mangeni, Phd
Director - Trade & Customs
COMESA Secretariat

The Director of Trade & Customs at the COMESA Secretariat shares his opinion on the need for the implementers of the African Continental Free Trade Area (CFTA) to follow the trailblazing experiences of the Regional Economic Communities (RECs) for faster results

The presidents of Africa will meet in Kigali Rwanda on 21 March 2018, hosted by President Paul Kagame, in an extra-ordinary Summit, to sign the framework Agreement establishing the African Continental Free Trade Area (CFTA). This follows protracted negotiations over a record period of about two years and two months, since the launching of the negotiations on 15 June 2015 which effectively started in February 2016.

Attached to the CFTA Agreement will be the protocols on trade in goods, trade in services, and dispute settlement. The protocol on trade in goods will have a number of annexes, covering rules of origin, non-tariff barriers, technical standards, health standards, customs, trade facilitation, transit trade, and trade remedies. A few outstanding issues remain to be sorted out, and legal scrubbing has to be done: but there should be enough time up to 21 March to get all this done.

The CFTA will boost intra-Africa trade, creating jobs and incomes and improving welfare. Estimates back in 2014 were that the CFTA would double intra-Africa trade by the year 2022 over the 2014 baseline. With a population of more than a billion people and a median age of 19.3, a combined GDP OF US\$ 3.4 trillion, 60 percent of the world's arable land, consumer and business-to-business spending already at US\$ 3.9 trillion and projected to reach US\$ 5 trillion by 2025, highest returns on investment in the world, some of the largest deposits of strategic minerals, Africa is a growth pole of the global economy and a player in global peace and security. The CFTA is a clear message to the whole world that Africa means business.

Agenda 2063: Africa's long-term vision

At their recent ordinary summit on 28 January 2018, the African presidents launched the Single African Air Transport Market, with 23 countries participating, covering more than 70 percent of air travel in Africa. They concluded also a protocol to facilitate free movement of people in Africa. Together with the CFTA, these three flagships programs represent quick progress under Africa's long-term vision, Agenda 2063. The agenda has 12 flagship programs, which aim to transform Africa into a more integrated, peaceful and prosperous continent by the year 2063. It should now be difficult to doubt that Africa is serious about economic integration.

Integrating 55 countries and disparate polities of the African continent under the auspices of the Organisation for African Unity from 1963 to 2002, and thereafter the African

Union, with eight regional economic communities (RECs) as building blocs, is the largest integration project in the history of humankind. It is no mean task. It will require continuous sharpening of technical, diplomatic, mobilizational and organizational skills.

Strategic and effective leadership

The CFTA comes on the heels of yet another African milestone, that is, the COMESA-EAC-SADC Tripartite Free Trade Area, concluded on 10 June 2015 covering 27 countries. It makes up half of the African continent; which has supported the negotiation and conclusion of the CFTA, through inspiration and motivation, experience and documentation. About half of the CFTA negotiators had negotiated the Tripartite FTA, and brought with them text and insights. A number of CFTA Annexes were drawn from the Tripartite instruments, and were concluded fairly quickly in the negotiations, especially those on non-tariff barriers, technical and health standards, customs, trade remedies, and dispute settlement.

What had been negotiated in the Tripartite was, however, in a number of cases, reopened and modified. This was part of the experimental learning and subsequent improvement as would be expected when something is done a second-time round. This was indeed in keeping with the long-term strategy for gradual African continental integration. Under this strategy, RECs are the building blocs for the African Economic Community to be achieved by 2028 and provide valuable experience and lessons that are consolidated at the continental level.

The implications, though, could be that a lot of money and time can be wasted in negotiating regional and inter-REC instruments, while the Continental process lags. Where the continental frameworks begin to take shape, inter-REC frameworks need not be commenced, as they are likely to be reopened and changed. The challenge though is in the guessing involved about whether and when the African Union would actually develop effective instruments in given areas. The implication here is that strategic and effective leadership is required at the continental level to implement the roadmap for continental integration towards the African Economic Community.

Practical application of regional integration programs reveals areas for creativity and innovation, which continuously results in new pathways at REC levels. Realism would therefore suggest that REC policy formulation and programs should continue full blast, for it is unlikely that continental frameworks

would move as fast as those of smaller coherent RECs.

The CFTA long transition periods of 10 to 15 years and lower thresholds for market opening of around 90 percent of total product lines, mean that the Tripartite and the RECs, which are more ambitious, have the responsibility of keeping the continental market integration agenda functional; for it will be long before the CFTA regime fully kicks in.

However, under the linear approach to tariff elimination, if initial deeper cuts were agreed, the CFTA would become effective much sooner; rather than if complex and multiple bilateral negotiations were the approach. It would also require confirmation that general rules of origin with clear cross-cutting thresholds, which are much quicker to negotiate, would be used, rather than the long bean-counting exercise of developing product specific rules for each of the 6,000 or so product lines.

Of the remaining 10 percent of the product lines, some will be sensitive with much longer transition periods and possibly some duties, and others will be excluded from the CFTA regime altogether. Computations have shown that intra-Africa trade takes place on a few product lines, about 200 of them. Excluding even one percent of total trade, which could amount to about 600 product lines, could heavily undermine the CFTA, as it would not apply to most of intra-Africa trade. It is well to remember that industrialisation requires many interventions other than protection behind high customs duties for competing imports; especially affordable patient capital, technologies, market information, energy, and telecommunication, as well as management skills.

African regional integration programs

The Tripartite industrial and infrastructure programs will support the implementation of the continental industrial and infrastructure programs, which need updating in line with the ambition and levels achieved at the national and REC levels and also taking the fourth industrial revolution into account.

Experimental learning has been the ethos of African Economic Integration. Beginning with unique entry points, the RECs got the African regional integration programs off the ground from different vantage points that reflected specific critical developmental challenges at the time in the region. Positioning the RECs as learning organisations remains an important strategic orientation.

ECOWAS addressed peace and security through a standing peace keeping force - ECOMOG. SADC addressed the apartheid

POST SCRIPTUM



legacy through infrastructure and industrialisation programs. COMESA pioneered trade facilitation and the FTA to address the constraints of diminutive markets and thick borders. IGAD addressed the existential threats of drought, desertification and climate change.

The RECs have implemented additional programs to match the increasing complexity of development challenges. This means the pioneering approach of RECs should continue, as they move on into new areas. For example, COMESA has now prioritised digitization of its programs in line with the fourth industrial revolution.

Lessons from these vantage points were consolidated into inter-REC and continental programs, and were replicated across RECs. Multiple membership, and inter-REC and continental frameworks facilitated the learning and replication. This cross-learning and consolidation at inter-REC and continental levels should continue.

When COMESA-EAC-SADC formed the Tripartite, the African Union summits called upon ECOWAS, ECCAS and AMU to form the equivalent. The idea was that the two tripartites would just merge by 2017 to form the CFTA. The other tripartite was never formed, which initially complicated the receptibility of the COMESA-EAC-SADC Tripartite instruments by the West African countries, through fear of being steamrolled and faced with a done deal.

The implication here is the utter need for effective continental frameworks that ensure progress in tandem among the RECs on agreed continental programs and initiatives. Where required or expected continental frameworks are not developed or delayed,

progress at REC and national levels has gone ahead without harmonisation or coordination. For instance, under the Abuja Treaty, a continental trade liberalisation program was supposed to be developed. It wasn't, and RECs went ahead each with its own trade program.

Continental frameworks

The new grand consolidation at the Tripartite and now the continental level, however, means that RECs as building blocks are coalescing and having a positive impact on continental integration.

For instance, the Tripartite Arrangement, which started in 2001 and reached its first milestone on 22 October 2008 with the first tripartite summit directing a progressive merger of the three RECs, has inspired the Continental Free Trade Area. Covering half the continent, the Tripartite FTA has provided the launch pad for the Continental FTA. RECs need to continue in this mode of inspiring new continental programs.

The other way around as well, continental frameworks can be implemented faster when RECs champion them. For instance, COMESA implemented the Yamassoukro Decision on air transport ahead of the Single African Air Transport Market launched on 28 January 2018 by the African Union Summit.

The principles of *acquis*, subsidiarity and variable geometry will inform new pathways as RECs pioneer deeper integration. The RECs can facilitate effective implementation of continental programs at the regional levels; using their institutional frameworks such as their tested technical committees and policy organs. Continental programs can benefit from outreach activities, as well as the more

cohesive and effective institutional arrangements at the Tripartite and REC levels.

But this is 'things as they are'; how about things as they ought to be? The continental organising frameworks for economic integration and social economic transformation are supposed to be in place, and they mostly are, under Agenda 2063, together with the UN's Sustainable Development Goals 2016-2030. Targets have been set under actions plans, spelling out the business processes for implementation. President Paul Kagame has proposed appropriate reforms of the African Union, for a lean, less bureaucratic institution working closely with the RECs and other organisations, and for resource mobilisation to achieve financial sustainability.

What is required now is effective implementation, which can give the African Union the true leadership it is supposed to provide in continental integration. This leadership will have to acknowledge the sheer geographical enormity of Africa and the complexities and specificities at regional and national levels, calling for subsidiarity and variable geometry - which will assist effective governance of economic integration of the continent.

Government, industry, academia and grass-roots and civil society organisations should equally own these programs, through continuous education and mobilisation. The social-political processes that go into achieving change and transformation, should be engaged; for it is not what we do that shapes the future, it is our vision of the future that shapes what we do. The future is not pre-determined; rather, we shape it through our creativity and innovation into new pathways that solve problems. Every individual has a role and leadership matters.

DEBRIEF

RISQUES ROUTIERS PROFESSIONNELS

Business Mauritius lance « BUROS »

Dans le cadre de la « National Road Safety Campaign », Business Mauritius a lancé BUROS « Business Road Safety », un programme d'éducation et de sensibilisation à long terme, en direction de l'ensemble des entreprises du secteur des affaires, pour encourager ces sociétés à prendre les mesures nécessaires afin de prévenir les risques routiers



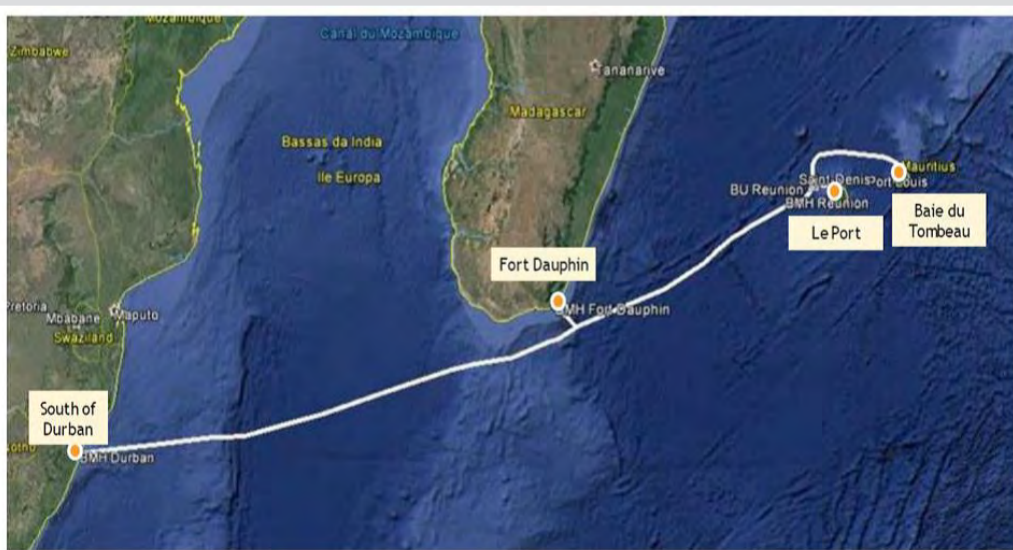
business road safety

Lors du lancement de la campagne nationale, Cédric de Spéville, Chairman de Business Mauritius, a ainsi déclaré que la sécurité routière est un problème national critique qui requiert l'engagement de tous. « L'ampleur et la complexité des problèmes liés à la sécurité routière exigent que nous agissions ensemble. En plus des drames humains insupportables, les accidents de la route peuvent compter jusqu'à 3% de notre PIB. C'est dans ce contexte que Business Mauritius a décidé de lancer BUROS, une initiative à long terme, visant à engager le monde des affaires dans une approche préventive des accidents de la route. Business Mauritius a donc invité ses 1200 membres à se joindre à BUROS », a indiqué le

Chairman de Business Mauritius. Il a de plus ajouté qu'il est essentiel que tous les stakeholders collaborent afin de concrétiser la vision collective d'un pays où les routes deviennent plus sûres pour tous. BUROS se déclinera, à terme, en trois volets : (a) une proposition de protocole à adopter en entreprises pour ceux qui prennent le volant dans le cadre des missions qu'ils effectuent ; (b) un volet de recherche et de développement pour apporter des contributions au cadre systémique régulant le secteur ; et (c) des communications régulières sur la prévention des risques routiers liés au monde de l'entreprise.

Pour commencer, Business Mauritius enverra à ses membres un protocole afin de guider les entreprises sur les règles de sécurité qui s'appliquent à tous types de déplacements professionnels. Le protocole vise, entre autres, à encourager le changement dans les comportements liés à la sécurité routière auprès des chefs d'entreprise et des employés. Ce protocole comprend cinq pôles d'intervention, allant de la vérification de l'état du véhicule, de l'optimisation de l'état physique et de la concentration du conducteur, de la planification des déplacements et les bons réflexes à avoir en cas d'accident entre autres.

Le constructeur du câble METISS choisi



Le projet de câble à fibre optique METISS franchit une nouvelle étape. Les opérateurs des télécommunications membres du consortium METISS ont signé, le 1er février dernier à Saint Denis de La Réunion, un contrat pour la construction du câble sous-marin éponyme avec les fournisseurs ASN (pour Alcatel Submarine Networks) et Electra TLC S.p.A. METISS pour MELting poT Indianoceanic Submarine System est un câble sous-marin à très haut débit de 3 000 km, reliant Maurice, La Réunion

et Madagascar à la côte est de l'Afrique du Sud. Au coût de 40 millions d'euros, cette infrastructure numérique disposant d'une vitesse de connexion de 24 000 gigabits/seconde devrait être opérationnelle d'ici 2019. Avec la signature du contrat de construction avec ASN et Electra TLC S.p.A., les opérateurs du consortium METISS poursuivent leur chemin vers la concrétisation de cet ambitieux projet qui participe à la démocratisation effective de l'Internet à haut débit.



Maurice se dote de nouvelles capacités pour combattre le trafic transfrontalier de la drogue

La Secrétaire aux Affaires étrangères, Mme Usha Dwarka-Canabady, a lancé mercredi dernier un atelier sur les « Narcotics Investigations ». L'atelier était animé par des experts de l'United States (US) Drug Enforcement Agency (DEA). L'initiative a pour objectif de doter les services de douane, les unités de la police et du ministère de l'Economie océanique des moyens plus à jour pour combattre le trafic de la drogue dans les principaux points d'entrée sur le territoire et dans l'espace marin de Maurice. La Secrétaire aux Affaires étrangères a plaidé pour une coopération renforcée avec les pays de la région pour venir à bout de ce trafic de la mort. « Il est vital de concevoir le trafic de la drogue dans une perspective internationale pour que nous puissions agir efficacement contre ce problème », exhorte-t-elle. L'atelier sur « Narcotics Investigations » est un projet de la Trade Related Facility de la SADC et qui est géré par le ministère des Affaires étrangères. Le projet bénéficie du financement de l'Union européenne.

Hilton Mauritius Resort & Spa soutient la cause de l'Atelier Mo'Zar

Hilton Mauritius Resort & Spa organise un dîner de gala en l'honneur de l'ONG Atelier Mo'Zar ce vendredi 23 février au restaurant Les Coquillages. Ce dîner est organisé sous le patronage du Chef du Palais de l'Élysée, Guillaume Gomez. « Nous avons le plaisir de collaborer avec un grand nom de la gastronomie française pour apporter notre soutien à l'Atelier Mo'Zar, l'ONG qui œuvre à aider des enfants et des jeunes moins chanceux à travers la musique. Notre dîner a pour but de convertir les plaisirs culinaires en autant de générosité. Je lance donc un appel à ceux qui sont adeptes de la bonne cuisine et qui croient en la démarche de Mo'Zar de nous rejoindre pour ce dîner », confie Jacques Brune, Directeur Général du Hilton Mauritius Resort & Spa. Le menu est proposé à Rs 2,600 (tva incluse) par personne, dont Rs650 seront reversés à l'Atelier Mo'Zar.

Stéphane Derenoncourt aux Constance Hotels & Resorts

Dans le monde de la viniculture et de l'œnologie, il a, à quelques détails près, le même statut qu'une star du rock. Lui, c'est Stéphane Derenoncourt. Vinificateur autodidacte et artisan vigneron, il officie désormais comme consultant viticole qui intervient dans plus de cent domaines viticoles, dont une quarantaine dans la région bordelaise. Il a proposé une formation pour les sommeliers du groupe Constance Hotels & Resorts sur le thème d'une dégustation géo-sensorielle sur les sols bordelais avec huit vins. Celle-ci s'est tenue du 14 au 19 février à la salle de conférences du Constance Belle Mare Plage.



DEBRIEF

DÉVELOPPEMENT DURABLE À RODRIGUES

Un projet d'éco village bientôt à Rivière Cocos

La Commission de l'Environnement entreprendra le premier projet d'éco village à Rivière Cocos. Le projet est financé conjointement par la Commission de l'Océan Indien au coût de Rs 15 millions. Qualifié d'une première dans la République de Maurice, le projet est bien accueilli par les villageois



Le projet d'éco village à Rivière Cocos, à Rodrigues, comprend l'installation de panneaux photovoltaïques pour la production d'électricité pour une trentaine de familles, l'installation de réverbères avec panneaux solaires, la production de biogaz et le tri de déchets, entre autres. Le Commissaire de l'Environnement, Richard Payendee, et ses officiers ont rencontré les villageois de la localité pour parler de l'implémentation de ce projet dans les mois à venir.

« Le projet éco village est un projet modèle qui touchera indirectement tous les

villageois. Ce sera le premier éco village de la République de Maurice. Nous voulons ainsi contribuer à la vision de faire de Rodrigues une île écologique. Avec ce projet c'est dans cette direction que nous voulons aller », déclare le Commissaire de l'Environnement. Une quarantaine de réverbères qui fonctionnent avec l'énergie solaire seront installés dans le village. Une trentaine de familles bénéficieront de panneaux photovoltaïques pour la production d'électricité 24h/24. Le surplus en énergie sera vendu avec le Central Electricity Board. Dans le but d'encourager le tri de déchets, des poubelles spéciales seront installées

dans le village. Trois bio-digesteurs seront installés chez les éleveurs pour la production de biogaz. Les familles concernées n'auront plus à acheter du gaz ménager.

Ce projet sera bénéfique pour l'ensemble du village. Les villageois n'ont qu'une envie, c'est de voir Rivière Cocos transformer en éco village. « C'est un projet que nous accueillons à bras ouverts. Ce sera d'une grande aide pour nous. Notre village sera éclairé et beaucoup de familles seront soulagées car elles n'auront pas à payer l'électricité », dit Françoise Larcher, Présidente de la communauté villageoise de Rivière Cocos.

Première conférence internationale sur le cancer infantile du 27 février au 1er mars

Le Lions Club International, qui célèbre ses 100 ans d'existence, a depuis l'année dernière, ajouté Le Cancer infantile, comme l'un des 5 piliers de service dans le monde. Dans ce contexte, les 12 Clubs Lions et les 9 clubs Leos de Maurice et Rodrigues organisent une conférence internationale de trois jours, du 27 février au 1er mars, sur le thème : 'Le cancer pédiatrique, du diagnostic à la recherche'.

Sous l'égide du ministère de la Santé et de la Qualité de la Vie, la conférence – qui sera accréditée par le Conseil Mauricien des Médecins pour des points CPD – est organisée en collaboration avec Les Clubs Lions et des centres oncologiques de la Réunion et de l'Inde, et sur le plan local : les Universités, Centres de Recherche, L'Association des Pathologistes et Légistes (PFA) entre autres.



Cascavelle Shopping Mall entame la transformation de son food court

Le Cascavelle Shopping Mall passe à l'étape supérieure avec la rénovation de son aire de restauration. Le « food court » ferme ainsi ses portes depuis le 19 février pour une réouverture prévue au mois de décembre 2018. Le chantier qui s'étalera sur une période d'un peu plus de neuf mois, prévoit une refonte complète du food court et de sa périphérie. L'ancien food court laisse ainsi place à 3 000 m² d'espaces commerciaux et comptera 20 enseignes, contre 8 seulement actuellement. Plusieurs nouveaux opérateurs ont en effet déjà signé pour la réouverture en décembre et une zone dédiée aux enfants incluant une petite zone aquatique, viendra se greffer à ce nouvel espace. La végétation intégrera également la future aire de restauration afin d'offrir des espaces conviviaux et verdoyants aux familles et visiteurs.

Bien que les huit enseignes qui occupaient le food court ferment leurs portes pendant la durée des travaux, la clientèle du Cascavelle Shopping Mall bénéficie toujours d'un large choix pour se restaurer, que ce soit aux Gourmandises d'Anne, à l'Artisan Coffee, à Monoprix, au KFC, à l'espace de restauration du Casela Karting ou dans la toute nouvelle enseigne qui ouvre ses portes en février, à savoir Le Bistrot de Marius.

La championne allemande Annedore Robisch en plein dans le mille

Le dimanche 11 février s'est tenue la compétition de tir à l'arc organisée par l'Azuri Archery Sports Club, fondé en décembre 2013 et dont le président en exercice est Anwar Ismael Peer. L'événement a accueilli 25 participants, hommes, femmes et enfants. L'invitée d'honneur à cette compétition, Annedore Robisch, 15 fois championne d'Allemagne dans cette discipline, a démontré sa maîtrise en enlevant le premier prix dans la catégorie mixte arc Olympique FITA. Si le tir à l'arc reste une discipline peu répandue à Maurice, il n'en compte pas moins de nombreux adeptes qui ont eu la chance de se mesurer à la championne allemande de cette discipline. À Maurice depuis début février, la championne cherchait en effet un lieu où s'entraîner pour le World Master Class qui aura lieu à Auckland, Nouvelle-Zélande. C'est ainsi qu'elle a décidé de s'inscrire pour une séance d'entraînement au Azuri Archery Sports Club.

Yannick Lincoln s'impose à l'Omniscane XC Race 2018



Yannick Lincoln, de l'équipe Moka Rangers, s'est imposé, sans surprise et sans opposition, dans la première course de VTT de la saison 2018. C'était sur un circuit de 5 km sur un parcours de 25 km à Britannia, le samedi 17 février. Chez les dames, Raphaëlle Lamusse a remporté la course devant Sabine Busviah-Leroux. La course des enfants des moins de dix ans a vu la victoire de Bilaal Mohungur devant Thomas David. Chez les moins de douze ans, Gregory Nadal s'est imposé devant Axel Drouin. Chez les minimales filles, Ophélie de Commarmond a été la seule participante. Samuel Quevauvilliers a remporté la course chez les minimales garçons devant Sébastien Paturau et Noah Rivet. Hadrien Maingard est le vainqueur chez les cadets garçons devant Aurélien de Commarmond et William Piat. De son côté, Niels Hartman a remporté la course chez les juniors garçons devant Rémy Gérard et Michael How Yaw.